

## GAZA, UN GÉNOCIDE SOUS NOS YEUX

*Depuis dimanche, l'armée israélienne mène de nouveau une invasion terrestre de grande ampleur dans la bande de Gaza, après des bombardements qui ont fait des centaines de morts. Invité le 16 mai à la télévision israélienne, Zvi Sukkot, député israélien suprémaciste d'extrême droite, a tranquillement déclaré : « Hier soir, près de 100 Gazaouis ont été tués. Et ça n'intéresse personne. Tout le monde s'est habitué à ce que l'on puisse tuer 100 Gazaouis en une nuit, en temps de guerre, et tout le monde s'en fiche. » Et deux membres du gouvernement, le ministre de la Sécurité intérieure et celui du Patrimoine, ont évoqué ouvertement la possibilité de bombarder les maigres réserves alimentaires de Gaza.*

### **Partir ou mourir**

Depuis le blocus total de l'aide humanitaire décrété début mars, puis la rupture de la trêve par Israël le 18 mars, les Gazaouis sont à nouveau écrasés sous les bombes et affamés. Rien n'entre à Gaza, ni nourriture, ni eau potable, ni médicaments. Ceux qui survivent aux bombardements sont en proie à la famine et n'arrivent plus à nourrir des enfants n'ayant plus que la peau sur les os. Les hôpitaux, les camps de réfugiés et les organisations humanitaires sont systématiquement bombardés.

Les deux millions d'habitants de cette étroite bande de 365 km<sup>2</sup> sont affaiblis et désorientés, renvoyés du Sud vers le Nord, puis du Nord vers le Sud, alors qu'aucune zone n'est sûre. On leur fait comprendre qu'ils n'ont que deux possibilités : partir de Gaza, ou mourir. Les autorités israéliennes ont en effet annoncé leur nouveau plan d'action militaire, la conquête, puis la destruction totale de la bande de Gaza.

### **Face à l'apologie de génocide, la complicité des grandes puissances**

Alors que les dirigeants israéliens assument fièrement leur politique génocidaire, les puissances impérialistes continuent à apporter tout leur soutien à l'État d'Israël. Trump, après avoir lancé l'idée d'une prise de contrôle de la bande de Gaza par les États-Unis pour la reconstruire et en faire la « Riviera du Moyen-Orient » dont les Palestiniens seraient chassés, a laissé carte blanche au gouvernement israélien dans la privation totale d'aide humanitaire pour les civils. En tournée dans les pétromonarchies du Golfe, sa priorité du moment a été de récolter 3 500 milliards de dollars de contrats pour les entreprises américaines et de

nombreux cadeaux personnels.

Quant à Macron, interrogé lors de son show sur TF1 le 13 mai, il a estimé que ce serait aux historiens de décider s'il s'agissait ou non d'un génocide. Et si le gouvernement français en est complice, peut-on ajouter ! En attendant, la France continue à livrer des armes à Israël. Et le gouvernement français ne trouve rien de plus urgent que de préparer la dissolution d'Urgence Palestine, un des collectifs de soutien qui dénoncent dans la rue le massacre des Palestiniens. Cette dissolution est inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil des ministres. Tout un symbole.

### **Continuons à refuser le massacre en cours à Gaza !**

Alors que plus de 53 000 personnes, dont près de 15 000 enfants, ont déjà été tuées à Gaza, que les bombardements s'intensifient et que la famine extermine les survivants, il faut continuer à dénoncer ce génocide et exiger l'arrêt du soutien à l'État israélien. Le week-end dernier, triste anniversaire des 77 ans de la Nakba, l'exil forcé des Palestiniens en 1948, des manifestations ont eu lieu à travers le monde. À Paris, plusieurs milliers de personnes ont défilé ce samedi 17 mai. Aux Pays-Bas à La Haye, 100 000 manifestants se sont retrouvés.

L'ONU comme la Cour pénale internationale affichent chaque jour l'impuissance de leurs condamnations.

**La solidarité des travailleurs et travailleuses du monde entier est la seule force internationale de soutien aux Palestiniens pour exiger l'arrêt des massacres et affirmer leur droit à la vie, sur la terre qui est la leur.**

## Et maintenant ?

Le 5 mai, à l'appel de la CGT, contrôleurs et conducteurs ont été massivement grévistes dans plusieurs régions. Sud Rail avance le chiffre de 75 % de contrôleurs ayant fait au moins un jour de grève du 9 au 11 mai. En gare de Lille par exemple, seul 150 TER ont roulé sur les 1230 normalement prévus. Dans plusieurs technicentres, la grève a aussi été suivie par une minorité significative de collègues.

### **On n'attrape pas les chefs avec du vinaigre**

La direction s'était pourtant préparée bien en amont à ce conflit. Elle a mis en place un nouveau dispositif : les « Volontaires d'Accompagnement Occasionnel », dit VAO. Un vivier de cadres et de dirigeants volontaires pour remplacer les grévistes et permettre aux trains de rouler. Le VAO signe un contrat d'engagement avec la direction, qu'elle peut rompre de manière unilatérale. La laisse ainsi passée au cou, il est habilité en une huitaine de jours à la bagatelle qu'est la sécurité ferroviaire. Notre heureux élu peut désormais endosser l'uniforme du contrôleur. Les portes du paradis s'ouvrent alors enfin à lui : une prime de 30 euros en semaine et 50 euros le week-end pour chaque heure passée dans un train ! De quoi attirer bien des mouches...



**VAO : les briseurs de grève de la direction**

### **Coup de billards à trois bandes....**

La fédération CGT propose une grève le 4 juin aux conducteurs et le 11 juin aux contrôleurs en vue des tables rondes annoncées par la direction. De quoi effectivement bien tourner en rond. La CGT appelle aussi l'ensemble des cheminots à la grève le 5 juin. Sud Rail et le CNA n'ont pas encore annoncé leur plan pour la suite.

### **... ou tous ensemble ?**

Les taux de grève indiquaient un premier succès. Les présents réunis dans les AG, bien que parfois trop peu nombreux, ont discuté et parfois adopté des revendications pour l'augmentation des salaires et la fin des réorganisations. Cette première étape ouvre le besoin de suites regroupant tous les cheminots.

### **Non à la répression**

Surpris par un cadre en train d'écouter de la musique en cabine de conduite, pour pouvoir tenir au cours d'une journée de travail

épuisante, notre collègue Guillaume, ADC à Calais, a risqué la radiation des cadres. La direction TER multiplie les conseils de discipline et les sanctions envers les collègues pour n'importe quel motif. Elle pense ainsi nous faire marcher à la baguette.

### **Un pour tous, tous pour un**

La sanction réclamée par la direction est inacceptable : dernier avertissement avant licenciement, mutation géographique forcée et descente définitive de machine. La réaction des collègues a été forte et spontanée : 80% de DII ont été posées par les mécanos de toute la région sur la journée du 19 mai. Des ASCT ont également posé des DII en solidarité.

### **Coup de semonce ou jalon d'arrêt ?**

Suite à une réunion de concertation demandée par la direction régionale, les DII ont été levées à l'annonce d'un aménagement de la sanction. Mais voilà qu'un autre collègue est convoqué en conseil de discipline pour des brouilles, et on parle de poser des DII cette fois le 26 mai. Pour arrêter l'emballement de la direction, il faudra que les DII de solidarité aillent jusqu'au bout.

### **Pourquoi nous manquons de tout pour faire notre travail ?**

Les outils ou les pièces manquent quasiment tous les jours dans les ateliers. Pour compenser, on s'épuise plus, on doit se plier en quatre, on attend notre tour. Bref, on galère pour simplement réussir à faire correctement le travail. La direction est bien au courant, mais elle préfère toujours noyer le poisson. Ce n'est pas elle qui doit se taper le boulot dans ces conditions. Nous aurions les moyens de faire bien mieux en organisant nous-même le travail avec les moyens suffisants.

### **Vis ma vie**

Le DUO des ASCT de Lille envoie des e-mails aux collègues pour leur demander de faire un rapport sur les raisons pour lesquelles certains trains circulant très tôt le matin n'ont pas été contrôlés. Pour trouver la réponse, il n'a qu'à se lever à 3h du matin et aller tirer ces trains.

### **Touche pas au grisbi**

Imaginez : la direction débarque un jour et annonce qu'elle va baisser vos salaires de 300 euros en moyenne, pouvant même aller jusqu'à 600 euros. En contrepartie vous aurez un maigre primette soumise aux impôts, un temps de trajet allongé pour aller au travail et plus de frais d'essence à déboursier. Absurde ? Pour la direction, cela semble tout à fait normal. C'est ce qu'elle a annoncé en officialisant la réduction des découchés.

### **Poulpe Fiction**

Pour justifier la réduction des découchés, la direction prétexte qu'il y aurait trop de problème : chambres bruyantes, pas assez confortables, présence de punaises de lit, etc. Jusqu'à présent, la direction ne s'était pas préoccupé de trouver des solutions. Tant que ce n'est pas les chefs qui y dorment ! Le plus absurde, c'est qu'elle veut s'attaquer en priorité aux découchés fictifs. Preuve que ces prétextes de la direction sont tout aussi... fictifs.